

Le FMI tire les oreilles de Macronescu et menace de placer la France sous tutelle

écrit par Christian Navis | 29 novembre 2022





Les médias mainstream muselés par le « Mozart de la finance » ont passé sous silence cette info de première importance : incapable de maîtriser sa dette publique, la France des Macronescu pourrait bientôt passer sous la tutelle du FMI. Pfizer, McKinsey et le Grand Mufti en font une jaunisse.

L'humiliation du frimeur qui prétend parler d'égal à égal avec Poutine

Lestée par des finances publiques à la dérive, la France doit réduire drastiquement ses dépenses pour limiter son déficit public, faute de quoi, elle finira sous surveillance du FMI, qui lui a envoyé un avertissement solennel.

« Il est temps d'arrêter immédiatement le « quoi qu'il en coûte »

Ce n'est pas une suggestion mais un ordre. Après avoir déboursé des milliards pour éviter la faillite de quelques entreprises emblématiques, et la paupérisation des ménages de la classe moyenne réputés « bons électeurs », du fait à la fois de la gestion calamiteuse de l'épidémie covidienne et de

la crise énergétique, conséquence de la guerre en Ukraine faite à la Russie, la France doit commencer à assainir ses finances.

« **Nous avons soutenu au début le quoi qu'il en coûte, mais il est temps d'y mettre un terme** » a estimé le 21 novembre, lors d'une conférence de presse, Jeffrey Franks, chef de mission du FMI pour la France. De fait notre vrai ministre des Finances.

À travers la gestion des prix de l'électricité et du gaz, les chèques énergétiques, les remises sur les prix du carburants, le soutien discrétionnaire à certaines entreprises, et les cadeaux dispendieux à l'immigration, la France (comprendre le dictateur Macronescu) a multiplié les dépenses à tort et à travers. **Dilapidant en moins d'un an plus de 2 % du PIB (Produit intérieur brut)** selon le FMI. Sans pour autant contenir de façon significative le taux d'inflation qui ne cesse de grimper.

Ces dépenses exceptionnelles ont fini par achever les finances publiques déjà très dégradées par le cirque médiatique du Covid-19, pendant lequel le gouvernement a financé du chômage partiel et des fermetures de commerces au titre du quoi qu'il en coûte. Au lieu d'adopter une politique réaliste, indépendante des diktats de Big Pharma impulsés par ses VRP au gouvernement et à la télé.

« **Désormais, il est indispensable de commencer la consolidation budgétaire en 2023. Or ce n'est pas le chemin que prend Paris** » écrit le FMI dans les conclusions de sa mission d'évaluation économique de la France, connue sous le libellé de « article IV ». Un article généralement réservé à l'Algérie, au Mali, au Bangladesh ou au Nicaragua.

L'arroseur arrosé

Macronescu et ses séides se sont pris pour des dieux de l'Olympe en fermant quelques marchés financiers à la Russie qui a réussi à contourner le boycott.

Mais ces larbins de l'impérialisme américain ont oublié que, si les embargos politiques sont aléatoires, circonstanciés et peuvent être levés à tout moment... une mise sous tutelle économique repose sur des données objectives qu'on ne peut éluder d'un discours ou d'un trait de plume.

Ce ne sont pas des « punitions » mais des mesures de sauvegarde. En forme d'abandons de souveraineté certes. **Mais depuis Maastricht et l'invasion islamique, la France a pris l'habitude de laisser les autres décider à sa place.**

Il serait difficile de refuser de s'y soumettre sous peine de voir se fermer les marchés extérieurs par perte des moyens de paiement. Et d'essuyer les refus de prêts nouveaux infligés aux débiteurs insolvables. Exactement comme les mauvais payeurs et les prodiges compulsifs se font confisquer leur carte bleue.

Il y a eu des précédents où la situation financière n'était pas pire que celle de la France des Macronescu. Comme la Grèce sous perfusion de 2010 à 2018. Et comme l'Irlande en 2013, l'Espagne et le Portugal en 2014, et Chypre en 2016, **placés sous haute surveillance de la finance internationale.**

Comptes extérieurs bloqués. Privés du droit de gérer leurs avoirs. Devant justifier leurs dépenses et demander la permission même pour acheter des bonbons. Comme des enfants mineurs, des adultes simples d'esprit ou des vieillards gâteux. Mais ces trois critères ne s'appliquent-ils pas sous certains angles au couple insolite des Macronescu ?

Tel des voyous multirécidivistes, Macronescu et son gang sont incorrigibles

« *Nous avons arrêté le quoi qu'il en coûte* », s'est défendu l'inénarrable Bulot Le Maire lundi dernier sur BFMTV, l'officine de propagande des macronards.

« *Un ciblage différent sera la règle en matière d'aides de*

l'État en 2023 » En d'autres termes, on continue les ponctions fiscales démesurées et les dilapidations insensées, mais en variant le jeu des chaises musicales.

Or pour obtenir des délais de grâce, des moratoires et des allègements d'annuités permettant de restaurer leurs finances publiques, **les Grecs ont dû accepter d'importants sacrifices sur les dépenses sociales, les retraites et les salaires. Passant littéralement sous la domination des ogres du FMI qui géraient leur économie et leurs services publics, et se sucraient au passage.**

Les réformes structurelles ont fait fondre le PIB de la Grèce d'un quart en huit ans, et maintenu le chômage autour de 30 %. Tandis que le taux moyen de TVA, pour les produits de consommation courante atteignait 24 %. Dans un pays où on tolère qu'une certaine compensation à la grande misère soit apportée par une économie souterraine dans les secteurs du tourisme, de la restauration et des transports, dont tout le monde peut bénéficier... Là où en France, n'existent que rapines et trafics de drogues au profit de catégories de population bien particulières.

Mais pour le moment, sourd, aveugle, autiste et égotiste, l'histrion qui joue au président de reality-show (comme son clone en Ukraine) ne veut rien savoir. Il continue sur sa lancée et même accélère pour percuter plus vite le mur des réalités.

Encouragé par son protégé Attal, encore un mecton qui n'a jamais bossé de sa vie, et n'a aucune compétence pour analyser et réfuter les observations du FMI.

Notre diplomatie aux boches, notre économie au FMI ?

Après le « quoi qu'il en coûte » de 2020-2021, puis le bouclier tarifaire de 2022, la dette publique a explosé de 550 milliards d'euros supplémentaires. Conséquences par ricochet des engagements irréflechis d'un psychopathe impulsif dans une

guerre qui ne nous concerne pas.

Tandis que la France stagnait en récession et connaissait une inflation galopante qui a dépassé en octobre **6,2 % selon les chiffres officiels** mais plus de 10 % selon des organisations non gouvernementales, malgré les restrictions que s'infligent les consommateurs, contraints et forcés.

Les conclusions du FMI sont claires : en matière de maîtrise des dépenses publiques et du déficit public, la France est le cancre de l'Europe.

Son déficit public dépasse à présent les 5,4 % sans que la course dans le brouillard ralentisse, et va probablement atteindre les 6 % en 2023. Tandis que l'Allemagne a réduit son déficit public à 0,5 % du **PIB**, l'Italie à 3 % et l'ensemble de la Zone Euro à 2,5 %.

D'ores et déjà, on peut considérer que la dette publique de la France est en train de dépasser les 120 % du PIB. Tous les indices de l'investissement, de la production, de la consommation et des prix, rapportés au marché des capitaux extérieurs le confirment.

Mais l'immature et égotiste Macronescu, aveuglé par la haute opinion qu'il a de sa misérable personne, s'enferme dans ses caprices mortifères. Comme avec le covid, la start-up nation bidon, le mépris de ses compatriotes, l'insécurité et le grand remplacement.

Le paltoquet de l'Élysée fonce sur la lancée des délires énarchiques, en pire

Au lieu d'adapter les dépenses publiques à l'économie réelle, depuis les années 1980, tous les gouvernements français sans exception (y compris ceux de la droite courbe) n'ont cessé d'augmenter les dépenses de saupoudrage et de clientélisme, local, partisan et/ou ethnique, quelle que soit l'évolution de l'activité économique.

Le sommet de l'absurdité fut atteint en 1998-2000 quand, bénéficiant alors d'une croissance économique inattendue de plus de 3,5 % par an, le gouvernement Jospin décida de dilapider la cagnotte conjoncturelle pour l'affecter à des dépenses structurelles. Essentiellement en faveur de l'intégration et de la félicité des « nouveaux Français ». En pure perte, bien évidemment.

Depuis, rien n'a changé et la fuite en avant a continué, au gré des circonstances, des faits divers, des campagnes médiatiques et des élections. Sans autre raison que de calmer momentanément les doléances et les violences. Et sans autre but que de capter des bulletins de vote. Avec la complicité active de la BCE (banque centrale européenne) annexe de la Bundesbank, satellite du NWO.

De 2020 à 2022, la BCE a généreusement financé par la planche à billets les délires dépensiers de Macronescu. Un bon moyen de le tenir en laisse et de décider de la politique étrangère de la France endettée jusqu'au cou.

Mais arrive le moment où il va falloir payer la facture. Une facture très salée. Cela a commencé avec l'augmentation des taux d'intérêt des obligations de l'État. Déjà au moins 110 milliards d'euros de surcharge d'intérêts de la dette.

Si les dérapages budgétaires français avaient permis d'étayer une croissance forte et durable, nous aurions pu continuer encore quelques temps à la Madoff. Les nouvelles rentrées d'argent compensant les pertes astronomiques. Mais, tôt ou tard, les pyramides de Ponzi se cassent la gueule.

Ainsi après avoir augmenté de seulement 0,7 % par an en moyenne entre 2007 et 2021, le PIB français a reculé depuis 2021 et sa chute prévisible va s'accélérer en 2023. Tous les voyants sont au rouge et on a égaré le pot de peinture verte.

Même dans l'hypothèse favorable d'une relance qu'on ne voit pas plus venir que l'Arlésienne, la variation du PIB français

serait au mieux de 0,2 % en 2023.

Peut-on encore sauver l'économie française ?

Peut-être mais il faut commencer par virer les Macronescu. Tant que ce despote illuminé et sa cour folklorique géreront le pays, imbus de leur arrogante infailibilité, rien ne sera possible.

Sinon la France s'enfoncera un peu plus dans le marasme et la banqueroute. Jusqu'à ce que, paralysés sur les marchés extérieurs, financiers mais aussi de matières premières, d'énergie, de biens et de technologie, il faille passer sous la tutelle sévère du FMI. Avec les « encouragements » intéressés des USA qui absorberont au passage ce qui fonctionne encore.

Viendra alors le temps de la thérapie de choc

Tandis que les responsables du fiasco se pavaneront dans quelque paradis fiscal où ils ont assuré leurs arrières, et qui n'extrade pas, le « remède de cheval » passera par une forte baisse de la pression fiscale pour les entreprises et les ménages, et une reconsidération des dépenses publiques. En élaguant tout ce qui n'est pas indispensable. Ni nécessaire. Ni utile. Ni opportun. Beaucoup de branches pourries à couper.

Avec pour conséquences la fin de l'assistanat généralisé, la fermeture des guichets d'aides en tout genre, la suppression des subventions hors-sol et la disparition de l'État providence pour les nuls, les cossards, les sangsues et les prébendiers.

Sans doute, après quarante ans de déni de réalité et de fuite en avant budgétaire, sera-t-il difficile de convaincre les Français. Mais, en fait, on ne leur demandera pas leur avis lorsque nous passerons sous la tutelle du FMI.

Une double consolation toutefois : l'allègement de la

fiscalité pourrait avoir un effet bénéfique : la renaissance de l'esprit d'entreprise, et la remise au travail sur un marché ouvert de ceux qui souffrent d'une inactivité forcée.

Et la fin de la générosité déraisonnable de l'État pourrait inciter un certain nombre d'exotiques, parasites, fainéants, inutiles, profiteurs et autres vermines, privés des cadeaux qu'ils considèrent comme leur dû à aller voir ailleurs. Ou même, rêvons un peu, à s'en retourner dans leurs vrais pays. Comme ils sont venus. Les poches vides.

Christian Navis

<https://climatorealist.blogspot.com/>

<https://ripostelaique.com/le-fmi-tire-les-oreilles-de-macrones-cu-et-menace-de-placer-la-france-sous-tutelle.html>